


Pourquoi la productivité du travail augmente-t-elle moins vite depuis la crise financière ?

 blogs.alternatives-economiques.fr/anota/2018/06/20/pourquoi-la-productivite-du-travail-augmente-t-elle-moins-vite-depuis-la-crise-financiere

- Martin Anota
- 20/06/2018

Beaucoup d'économistes considèrent qu'à long terme la croissance économique dépend essentiellement de l'évolution de la productivité du travail : plus celle-ci croît rapidement, plus l'économie crée de nouvelles richesses. En effet, si les entreprises peuvent produire davantage de biens et services avec autant de travailleurs, elles peuvent utiliser ces gains de productivité pour accroître leur profit (ce qui leur permet d'investir davantage..), accroître les salaires (ce qui permet aux salariés de consommer davantage) et réduire leurs prix (ce qui permet d'accroître le pouvoir d'achat de l'ensemble des ménages et de stimuler les exportations). L'évolution de la productivité du travail attire donc tout particulièrement l'attention des prévisionnistes de la croissance.

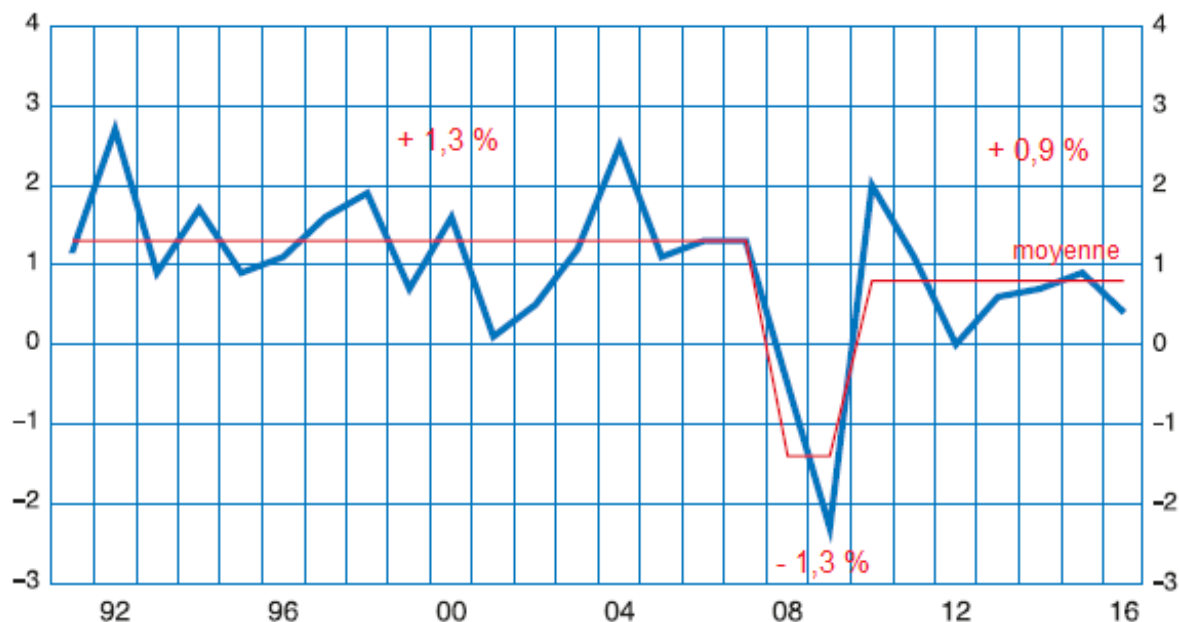
A court terme, la productivité est très sensible à la conjoncture. Lorsqu'une récession s'amorce, les entreprises réduisent leur production, mais pas forcément leur personnel. En effet, elles peuvent penser que la récession sera temporaire, or il est coûteux de licencier et d'embaucher. De plus, chaque entreprise va éviter de se séparer de ses salariés les plus compétents, en particulier des travailleurs qui ont acquis du « capital humain spécifique » (c'est-à-dire des compétences qui ne sont valorisées qu'au sein de cette entreprise et qui sont souvent acquises via un investissement réalisé par celle-ci, un investissement qu'elle espère bien sûr rentabiliser) ou qui ont tout simplement des compétences rares, si bien que la firme n'est pas sûre de pouvoir retrouver lors de la reprise des travailleurs disposant de ces compétences une fois que la reprise s'amorcera : c'est le phénomène de « rétention de la main-d'œuvre ». Ainsi, les entreprises vont initialement faire travailler moins longtemps leur personnel, notamment en accordant moins d'heures supplémentaires et en recourant au temps partiel, et ce n'est que lorsque la baisse de l'activité se confirme que l'entreprise réduira son personnel. De même, symétriquement, lorsque l'activité rebondit ou s'accélère, les entreprises ne vont pas immédiatement accroître leur main-d'œuvre, mais attendre de voir que l'accélération de l'activité se confirme. Elles vont donc faire tout d'abord travailler plus longtemps leur personnel, notamment en recourant davantage aux heures supplémentaires

Ainsi, la productivité du travail tend à diminuer au début des récessions, puis à s'accélérer fortement lors des reprises. Ce « cycle de la productivité » contribue à ce que l'emploi connaisse de moins amples fluctuations que l'activité.

Mais si la productivité du travail varie à court terme selon le cycle économique, elle a plutôt tendance à suivre une tendance à long terme : la productivité du travail a ainsi augmenté de 1,3 % par an en moyenne du début des années quatre-vingt-dix jusqu'à la crise financière de 2008. A long terme, la productivité dépendrait notamment du niveau

d'éducation et plus largement de compétences (ce qu'on appelle le « capital humain »), de l'accumulation de machines et d'équipement (c'est-à-dire du capital), de l'organisation du travail ou encore du niveau de rémunération lui-même, ce qui peut amorcer un véritable cercle vertueux : si les entreprises distribuent une part significative de leurs gains de productivité aux salariés, ceux-ci seront davantage motivés.

GRAPHIQUE Variation annuelle de la productivité par tête du travail en France(en %)



Toutefois, la Grande Récession qui a suivi s'est révélée être exceptionnelle : la productivité a fortement chuté lors de celle-ci et, même si elle a rebondi depuis, elle progresse désormais à un rythme moyen plus faible qu'avant-crise, en l'occurrence de 0,9 % par an entre 2010 et 2016.

Plusieurs raisons ont été avancées pour expliquer la lente reprise de la productivité [Cette *et alii*, 2017]. En premier lieu, les entreprises ont réduit leur investissement lors de la Grande Récession ; c'est en particulier le cas dans l'industrie manufacturière, où l'investissement n'avait toujours pas retrouvé en 2016 son niveau d'avant-crise. Or, en investissant moins, les entreprises accumulent moins de capital, si bien que la quantité d'équipement par travailleur (ce que l'on appelle l'« intensité capitaliste ») n'augmente pas, empêchant les travailleurs de gagner en efficacité [Ollivaud *et alii*, 2016]. Une deuxième explication concerne l'allocation des facteurs de production : il est possible que les travailleurs et les machines soient plus difficilement réaffectés dans les secteurs ou entreprises les plus efficaces, à cause de l'incertitude qui désincite les entreprises à investir et à embaucher, à cause de la frilosité des banques à prêter, *etc.*, ce qui a pour effet de freiner le processus de destruction créatrice si cher aux schumpétériens [Bellone, 2017]. Enfin, il se pourrait que la qualité même du travail se soit dégradée : la rétention de la main-d'œuvre peut y contribuer, mais aussi la tendance de l'économie à créer des emplois peu productifs avec l'essor d'emplois précaires, notamment avec l'uberisation de l'économie [Askenazy et Erhel, 2017].

Mikael Beatriz, Anis Marrakchi et Sophie De Waroquier de Puel Parlan (2018) ont alors cherché à déterminer quantitativement le rôle de chacun de ces coupables potentiels dans le ralentissement de la productivité. Selon leurs estimations, la détérioration de l'allocation du capital entre les branches expliquerait 0,2 point de pourcentage de celle-ci, la baisse de l'intensité capitaliste 0,1 point de pourcentage et la baisse de la productivité globale des facteurs 0,2 points de pourcentage ; l'allocation de la main-d'œuvre n'y jouerait aucun rôle.

Beaucoup d'études supposaient jusqu'à présent que la productivité progressait tendanciellement en suivant la même trajectoire qu'avant-crise. Puisque cette hypothèse n'est plus vérifiée, Beatriz et ses coauteurs en profitent pour corriger les prévisions existantes en matière de création d'emplois : notamment parce que l'activité devrait croître bien plus lentement cette année, leurs estimations suggèrent que le secteur marchand non agricole devrait créer 163.000 emplois en 2018, contre 333.000 en 2017, ce qui devrait bien évidemment freiner le reflux du chômage.

Références

ASKENAY, Philippe, & Christine ERHEL (2018), *Qualité de l'emploi et productivité*, CEPREMAP, ENS Rue d'Ulm, mars.

BEATRIZ, Mikael, Anis MARRAKCHI et Sophie De WAROQUIER DE PUEL PARLAN (2018), « Ralentissement de la productivité du travail et prévision de l'emploi en France », in INSEE, *Note de conjoncture*, juin.

BELLONE, Flora (2017), « Ralentissement de la productivité et perte d'efficacité dans l'allocation des ressources : un mal français ? », in *Économie et Statistique*, n° 494-495-496, octobre.

CETTE, Gilbert, Simon CORDE & Rémy LECAT (2017), « Stagnation de la productivité en France : héritage de la crise ou ralentissement structurel ? », in *Économie et Statistique*, n° 494-495-496, octobre.

OLLIVAUD, Patrice, Yvan GUILLEMETTE & David TURNER (2016), « Les liens entre la faiblesse de l'investissement et le ralentissement de la croissance de la productivité et de la production potentielle dans l'OCDE », OCDE, *economics department working paper*, n° 1304, juin.